

Brochure n° 3384 | Convention collective nationale

IDCC : 3109 | **CINQ BRANCHES INDUSTRIES ALIMENTAIRES DIVERSES**

**Avenant n° 15 du 19 mars 2021**  
relatif aux congés pour événements familiaux

NOR : ASET2150730M

IDCC : 3109

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**Alliance 7 ;**  
**CSFL ;**  
**CFC ;**  
**FEDALIM ;**  
**EGS glaces,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**FGTA FO ;**  
**CSFV CFTC ;**  
**FNAA CFE-CGC ;**  
**FGA CFDT ;**  
**FNAF CGT,**

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup> | Modification de l'article 8.5.1**

L'article 8.5.1 « Absences exceptionnelles pour événement de famille » est modifié comme suit :

Des autorisations d'absence (jours) ne donnant lieu à aucune retenue sur le salaire et sans condition d'ancienneté minimale sont accordées dans les conditions suivantes aux salariés :

Mariage ou remariage du (de la) salarié(e)	1 semaine calendaire
Pacs ou re-Pacs du (de la) salarié(e)	1 semaine calendaire
Mariage ou remariage d'un enfant	2 jours (portés à 3 jours si le lieu de l'événement est situé à + de 200 km)
Décès du conjoint ou partenaire de Pacs	3 jours
Décès d'un enfant	7 jours <sup>(1)</sup>

Décès du père, de la mère	3 jours
Décès d'un beau parent	3 jours
Décès d'un grand parent du salarié	1 jour (porté à 2 jours si le lieu de l'évènement est situé à + de 200 km)
Décès d'un frère, d'une sœur	3 jours
Décès d'un beau-frère, d'une belle sœur	1 jour
Décès d'un petit enfant	1 jour
Naissance, adoption d'un enfant	3 jours
Survenance d'un handicap de son enfant ou de l'un de ses enfants	2 jours

(1) En application des dispositions de la loi n° 2020-692 du 8 juin 2020 visant à améliorer les droits des travailleurs et l'accompagnement des familles après le décès d'un enfant, le congé de 5 jours est porté à 7 jours ouvrés lorsque :

- l'enfant décédé avait moins de 25 ans ;
- l'enfant décédé était lui-même parent, quel que soit son âge ;
- décède une personne de moins de 25 ans dont le salarié avait la charge effective et permanente.

En cas de décès d'un enfant de moins de 25 ans ou d'une personne de moins de 25 ans dont le salarié avait la charge effective et permanente, le congé décès est cumulable avec un congé de deuil de 8 jours à prendre dans l'année suivant la date du décès.

Les parties au présent accord conviennent de ne pas conditionner la durée du congé spécial pour décès d'un enfant à l'âge de ce dernier et de retenir une durée de 7 jours quel que soit l'âge de l'enfant.

Les parties précisent que compte tenu de la thématique du présent avenant qui a vocation à s'appliquer à toutes les entreprises quelle que soit leur taille, il n'y a pas lieu de prévoir des dispositions spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés.

## Article 2 | *Entrée en vigueur et durée de l'avenant*

Le présent avenant entrera en vigueur à l'issue du délai prévu par les articles L. 2232-6 et suivants du code du travail pour l'exercice du droit d'opposition des organisations syndicales représentatives au niveau de la branche non-signataires du présent avenant.

Il est conclu pour une durée indéterminée.

## Article 3 | *Champ d'application*

Le champ d'application du présent avenant est celui défini par l'article 1.1 de la convention collective nationale.

## Article 4 | *Dénonciation. Révision*

Le présent avenant peut être dénoncé dans les conditions prévues aux articles L. 2261-10 et suivants du code du travail.

Il peut être révisé conformément aux dispositions de l'article L. 2261-7 dudit code.

## Article 5 | *Dépôt. Extension*

Le présent avenant est fait en nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires.

Il fera l'objet des formalités de dépôt et de publicité prévues par les dispositions réglementaires visées à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Les parties signataires conviennent d'en demander l'extension.

*Fait à Paris, le 19 mars 2021.*

(Suivent les signatures.)